

## La Libye face au risque islamiste



### Antonin TISSERON

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, co-auteur du rapport *Pour une sécurité durable au Maghreb. Une chance pour la région, un engagement pour l'Union européenne* (avril 2010).

**Alors que Kadhafi refuse d'abandonner le pouvoir, les incertitudes sont nombreuses sur l'avenir de la Libye. La place des islamistes est notamment au centre de ces interrogations, aussi bien dans le contexte d'une guerre civile aux conséquences dramatiques que par leur positionnement dans un nouvel État. Le risque est en effet réel de voir la Libye – ou une partie de celle-ci – devenir un nouveau foyer du terrorisme islamique, et l'attitude des combattants islamistes récemment libérés par le régime devra être au centre des attentions.**



Les conséquences régionales des violences en Libye ont déjà commencé à se faire sentir. Des milliers de Libyens ont passé la frontière avec l'Égypte et la Tunisie. Les Européens ont dépêché des avions pour rapatrier leurs ressortissants et l'entreprise italienne *Eni*, premier producteur d'hydrocarbures en Libye, a pris la décision de fermer le gazoduc acheminant le gaz libyen vers l'Italie et l'Europe. *Total* a également rapatrié ses expatriés et suspendu sa production, nourrissant la montée des prix du baril de brut pétrole. Derrière les dynamiques spéculatives, les inquiétudes sont en effet fortes. La Libye est le quatrième producteur de pétrole en Afrique, avec près de 1,8 million de barils par jour et des réserves évaluées à plus de 40 milliards de barils, et destine 85 % de son brut à des pays européens (l'Italie mais aussi la France notamment). Quant à l'Italie, elle craint l'arrivée de plusieurs centaines de milliers de migrants sur ses plages, Libyens pour certains mais aussi émigrés venant d'Afrique subsaharienne, qui sont estimés à 2,5 millions en Libye (1).

### Les traditions jihadistes

Dans ce contexte, les invocations du péril islamiste par Tripoli pèsent bien peu, d'autant qu'elles semblent répétitives, faisant écho aux appels de Ben Ali peu avant sa fuite. Le vice-ministre libyen aux affaires étrangères, Khaled Kaïm, a ainsi annoncé mercredi 23 février, lors d'une réunion avec les ambassadeurs des pays de l'Union européenne, qu'Al Qaïda aurait établi un émirat islamique à Darnah, dans l'Est du pays, émirat dirigé par un ancien détenu de Guantanamo. Bien évidemment, l'instrumentalisation de l'islamisme relève depuis le 11 septembre 2001 du discours habituel pour obtenir le soutien des Occidentaux dans la lutte contre les dissidences. Et pourtant, la Libye n'est pas comparable à la Tunisie et la question des islamistes sera un enjeu autrement plus grand de la sortie des troubles.

Au cours de la décennie 1990, l'emprisonnement et la répression des islamistes dans le pays provoque une radicalisation de la mouvance et, malgré la proclamation de la sharia en 1994, en

1995 le Groupe Islamique Combattant en Libye (GICL) et le Mouvement islamique des martyrs se lancent dans la lutte armée contre le régime. Croyant Kadhafi suffisamment affaibli par l'embargo américain, ils appellent au *jihad* contre le régime au nom du bien-être des musulmans libyens. Entre 1995 et 1998, le GICL, qui éclipse peu à peu les autres groupes, compte 2 500 membres. Durant ces quatre années, les combattants mènent des opérations de guérilla contre les forces de sécurité dans la région de Benghazi et provoquent une vive réaction du régime. Kadhafi ordonne le bombardement des massifs montagneux du Djebel el Akhdar, où se cachent les militants islamistes et mobilise, non pas l'armée, mais la garde révolutionnaire à laquelle se joint des mercenaires étrangers. Durant les quatre années d'opérations, la région est l'objet d'un quadrillage sécuritaire important avec des barrages routiers tous les dix kilomètres et des contrôles d'identité. Finalement, en novembre 2007, al-Zawahiri annonce sur un enregistrement que le GICL rejoint Al Qaïda.

La victoire sur les groupes armés ne marque nullement la fin de l'influence des islamistes en Libye. La ville de Darnah est ainsi connue par les services américains pour avoir fourni 52 des 112 combattants libyens en Irak. À titre de comparaison, Riyad, en Arabie Saoudite, n'aurait fourni que 51 combattants pour une population estimée à 4,3 millions de personnes, pour 80 000 à Darnah (2).

## Des islamistes au cœur du combat politique

L'absence d'autre mouvement d'opposition politique identifié et structuré en Libye plaide en faveur des mouvements religieux dans une construction de l'après-Kadhafi. Ceux-ci peuvent s'appuyer sur une base solide notamment dans l'Est du pays (3), une légitimité issue de leur lutte contre le régime, et une renonciation officielle à la violence. Dans le cadre du programme de réconciliation entre le pouvoir et les activistes, 214 détenus liés à des mouvements islamistes était en effet libérés en mars 2010, dont l'ancien émir du GICL et ses deux adjoints (4). Depuis leurs prisons, avant leur libération, les trois *leaders* avaient écrit un long ouvrage dans lequel ils annonçaient renoncer à la lutte armée et demandaient aux jeunes de se détourner d'Al Qaïda et de la violence.

Dans les affrontements avec le régime, ce nouveau dogme a déjà volé en éclat, du moins temporairement. Mais seul l'avenir dira comment les islamistes se positionneront dans le combat politique, s'ils ont conservé leur objectif d'un État islamique tel que prôné dans les années 1990, quelles relations seront construites avec l'opposition extérieure et les tribus, et quelles réponses ils tenteront d'apporter aux jeunes libyens descendus dans les rues. De même, il est pour l'instant difficile de savoir dans quelle mesure un parti islamiste refusant les logiques radicales pourrait fédérer en Libye, tout comme la repentance des membres du GICL (pour ceux qui l'ont faite) peut être questionnée. Selon certains analystes, il semblerait que l'acceptation de l'amnistie proposée en septembre 2005 par le gouvernement algérien aux combattants des maquis n'ait pas été suivie d'un renoncement à la lutte, mais plutôt d'un renoncement au combat pour privilégier des actions de soutien et de renseignement.

Le pire des scénarios serait cependant une guerre civile prolongée. Alors que grâce aux efforts du régime et à ses réseaux, le pays a été relativement épargné par les mouvances terroristes avec entre 2001 et 2008 une seule attaque terroriste (pour 506 dans l'ensemble du Maghreb) (5), le *vacuum* sécuritaire créé par la situation de guerre civile constitue autant d'opportunités pour des groupes violents désireux d'acquérir des armes en vue de mener un combat futur, en Libye ou ailleurs, ou pour des criminels souhaitant instaurer divers trafics. L'hypothèse d'une internationalisation du combat au nom de l'Islam ne peut également être exclue en cas de prolongement des combats ou d'un rétablissement – improbable en l'état – de Kadhafi.

L'AQMI ne s'y est pas trompée en assurant les manifestants libyens de son soutien total, leur promettant de « faire tout son possible pour aider » l'insurrection contre le colonel Kadhafi et essayant ainsi de saisir l'occasion pour renforcer son implantation locale. La marge de manœuvre est donc faible pour la « communauté internationale » mais elle existe. C'est à raison que les

puissances européennes redoutent le surgissement et la consolidation d'un « micro-Afghanistan ».

### Antonin TISSERON

---

(1) Le 30 août 2008, à la suite de la signature du traité italo-libyen de Benghazi, l'Italie a notamment obtenu l'installation par *Finmeccanica* de radars à la frontière Sud de la Libye. L'île de Malte a même été jusqu'à réclamer une aide concrète de l'Union européenne pour Tripoli afin de renforcer les patrouilles sur cette frontière, et ainsi réduire les flux de migrants arrivant à Malte et en Italie. Rome a évoqué les chiffres de 200 à 300 000 migrants consécutifs aux violences, bien plus qu'à l'occasion des troubles au Kosovo à la fin des années 1990.

(2) Chiffres cités par Camille Tawil, *Is Libya Headed Toward a Prolonged Civil War?*, Jamestown Foundation, 22 février 2011. En ligne : <http://www.jamestown.org>.

(3) En 1998, le régime libyen a fait arrêter 152 Frères Musulmans. En 2002, 2 sont condamnés à mort, 73 à la prison à vie et 66 sont acquittés, les autres écopant d'une peine de prison de 10 ans. En mars 2006, 84 islamistes sont libérés et 55 s'installent à Benghazi, peu avant touchée par des troubles.

(4) À cette occasion, Tripoli annonçait que 705 islamistes avaient été libérés et que 409 étaient toujours en prison. Ces libérations font suite à la rédaction d'un ouvrage « d'autocritique » par six chefs du GICL en septembre 2009.

(5) Chiffres repris de *Why the Maghreb Matters*, Potomac Institute, mars 2009, p. 5. En ligne : <http://www.potomacinstitute.org/images/studies/NorthAfricaPolicyPaper033109.pdf>.

---

